

Le nombre de mandats présidentiels fait débat à l'approche des élections au Burundi

PANA, 27 janvier 2015 Bujumbura, Burundi - Une vingtaine d'organisations de la Société civile locale appelle, dans une déclaration conjointe, les "académiciens, les religieux, les journalistes, les juristes, les analystes politiques, les artistes musiciens ainsi que les jeunes" à dire "Halte au troisième mandat" du chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, alors que le concerné n'a à ce jour rien dit ouvertement d'une éventuelle candidature à sa propre succession de la présidentielle au Burundi.

Le même appel est lancé à la communauté internationale, particulièrement les "parrains" de l'Accord d'Arusha, en Tanzanie, pour la paix et la réconciliation au Burundi, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, à "ne pas soutenir la violation de l'accord pour assiner un seul homme". Pour les signataires de la déclaration, "l'Accord d'Arusha a limité les mandats à deux, chaque mandat ne devant pas dépasser cinq ans". D'après la même source, l'esprit de l'Accord d'Arusha est entièrement fondu et traduit dans la Constitution dont les articles 96, 103 et 302 montrent suffisamment que le président actuel de la République du Burundi ne peut exercer "plus de deux mandats". Le président Pierre Nkurunziza a été élu pour la première fois, en 2005, au suffrage universel indirect par le Parlement puis, en 2010, par la population au suffrage universel direct. Du côté de la mouvance présidentielle, le seul mandat qui compte est celui qui a été donné par le peuple au suffrage universel direct de 2010, ce qui fait que le président sortant n'en serait ainsi qu'un premier vice-mandat populaire s'il venait encore à briguer la magistrature suprême. Cependant, les organisations de la Société civile et l'avant-garde du combat contre un troisième mandat persistent à dire que, dans tous les cas, le président de la République a déjà prêté serment deux fois et, de ce fait, "le peuple burundais ne peut en aucun cas accepter de recevoir un troisième mandat". Dans le camp de l'opposition, deux candidatures à la présidentielle ont déjà été annoncées publiquement par, respectivement, Léonce Ngendakumana, le président du Front pour la Démocratie au Burundi (Frodebu) et Alexis Sinduhije, le président du Mouvement pour la solidarité et la Démocratie au Burundi (Msd).